NEGOCIATIONS SUR LE CLIMAT DELHI OCTOBRE 2002 LETTRE DES ONG





ECO est publié par les Organisations Non Gouvernementales lors des conférences majeures depuis la conférence de Stockholm sur l'Environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes mondiaux du Réseau Action Climat présents à Delhi, Octobre 2002.

Les ministres à la rescousse ?

Bien que la discussion fut quelque peu impromptue, malgré les recommandations du président, la table ronde des ministres a offert aujourd'hui un bon aperçu de là où nous en sommes et de ce vers quoi nous avons assurément besoin de nous diriger. Un certain nombre de pays du Nord comme du Sud ont évoqué le besoin de connaître la situation sur ce bon vieil article 2 de la convention sur la prévention des risques climatiques.

Cet article se perd souvent dans les dédales de la panoplie des flex-mex, puits et coms, mais est absolument essentiel puisque c'est le cœur même de tout le processus.

De très nombreux pays, en particulier la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'UE et les pays de l'AOSIS (et le Can aussi) ont finalement osé revenir à l'objectif de la convention. Ils ont reconnu que si nous voulons éviter " toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ", alors il faut aller de l'avant. Ils ont même reconnu que Kyoto, bien que devant être rapidement ratifié par toutes les Parties, en lui-même, n'est pas suffisant.

Toutes ces interventions doivent être prises au sérieux, et Inche Allah, seront intégrés dans la déclaration finale - excepté la déclaration de l'Australie ! L'Australie a reçu le prix du plus-absurde-prétendant-être-bon-en-étant-vraiment-le-pire. Pour rappel, l'Australie est le toutou de l'administration Bush et ne ratifiera pas tant que Bush n'aura pas ratifié.

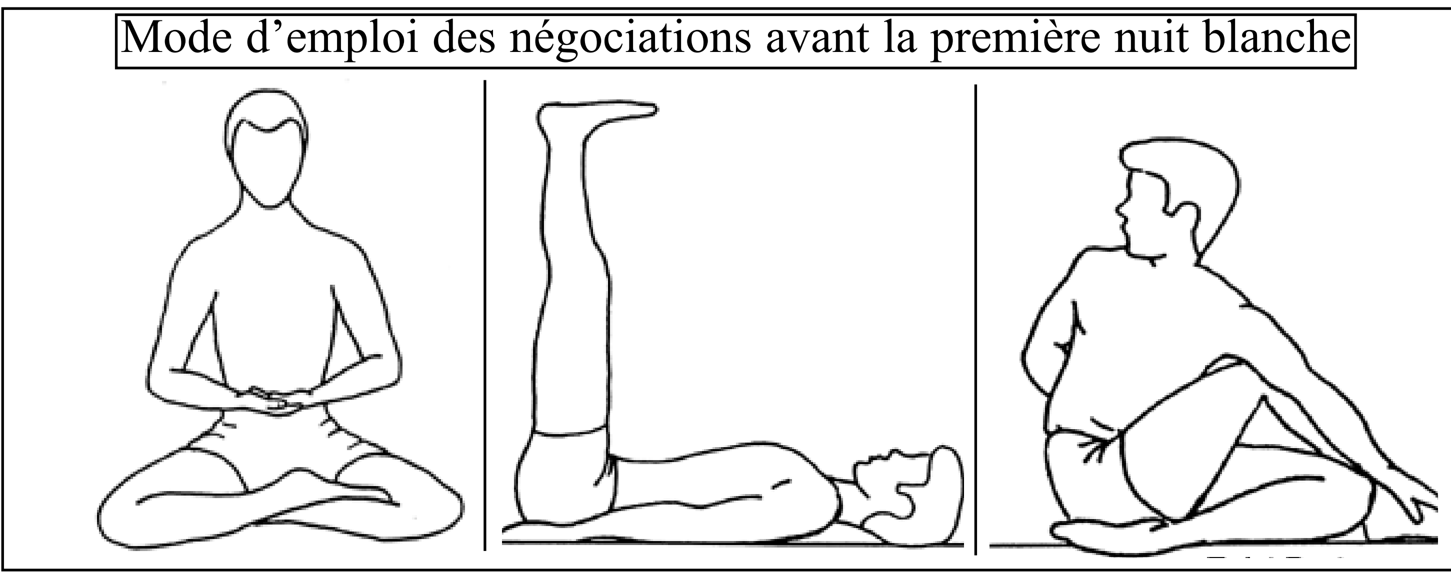
Eco tient à vous rappeler que contrairement à l'impression qu'ils ont essayé de donner en plénière, l'Australie n'est pas un pays où le changement climatique est pris au sérieux et est alors mal placé pour annoncer que " tout pays doit agir ". Eco propose que l'Australie cesse de semer ses mensonges et rentre chez elle pour ratifier immédiatement. Peut-être alors sera-t-elle plus crédible.

Une fois de plus, l'Arabie Saoudite a accusé les pays industrialisés d'imposer des objectifs aux pays en voie de développement.

Eco se demande si au lieu de faire référence à la plénière (où personne n'a fait une telle proposition) ils n'ont pas tout simplement lu tout haut la lettre du président Bush au Sénat du mois de mars dernier. Espérons que les autres ministres ont flairé l'arnaque - ne vous laissez pas manipuler. L'UE a clairement dit qu'elle ne soutient pas de telles propositions. Elle souhaite plutôt démarrer un processus sur la politique climatique qui permette d'éviter des risques tels qu'un accroissement de 50 à 120 millions du nombre de personnes souffrant de la faim.

Enfin, Eco espère que les délégués ont perdu le sommeil après avoir entendu le discours du CAN. Combien de degrés de plus une population côtière peut-elle supporter ? Que faire si 100 millions de personnes sont soumises au risque de montée des eaux ? Comment rester en dessous des deux degrés ? Telles sont les questions auxquelles les politiques doivent répondre si nous voulons trouver une façon juste, équitable, et adéquate de progresser dans ces négociations.

Mode d'emploi des négociations avant la première nuit blanche



Russie : ratification … vénale ?

Un pays détient actuellement la clé de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto. Le Président Poutine a promis par trois fois de ratifier le Protocole depuis COP7… et toujours rien.

Deux parlementaires de la majorité présidentielle sont venus nous le rappeler, mercredi à New Delhi. Selon eux, il faudrait enfin reconnaître le rôle de leur pays dans l'équilibre écologique planétaire : La Russie abrite un quart des forêts mondiales ; 20% des ressources en eau potable, et croyez le ou non, les trois quarts de son territoire renferment des écosystèmes "précieux "… Et vous comprendrez que cela coûte cher, très cher à protéger dans un pays qui ne manque pas de désastres écologiques.

Vous l'avez reconnue, la ficelle est la même que celle du Sommet Mondial sur le Développement Durable : compensations pécuniaires contre ratification. Tout est bon à prendre. Et sur ce sujet là, la Russie ne fait pas de chichis : " air chaud ", puits, crédits des projets MOC, Transferts de Technologies, annulation de la dette. Elle envisage même la création de nouveaux mécanismes financiers, parallèles à Kyoto. Ceci aurait lieu à l'occasion du Forum de Moscou de 2003, que la Russie tente ces jours-ci de revêtir du sceau de l'Assemblée Générale de l'ONU. De quoi réjouir les sceptiques du Climat !

La Russie, quant à elle, aurait pour ambition d'ouvrir le chemin de l'après-Kyoto … mais avant cela, encore faudrait-il que Kyoto existe ! Combien de temps ce pays fera-t-il poireauter la société internationale ? A cette question, les parlementaires ont assuré qu'il n'y a pas de date butoir : cela dépendra du bon vouloir de la Douma…

Eco demande à la Russie d'arrêter de tergiverser et de ratifier sans condition immédiatement, une attitude qui lui apportera plus d'avantages que d'inconvénients.



Baliser la mise en oeuvre de la convention dans l'espace francophone

Aujourd'hui tout le monde exprime une certaine lassitude, voire une réelle inquiétude face au long processus de négociation et de mise en œuvre de la convention climat. Face aux nombreuses catastrophes qui essaiment dans toutes les parties du monde, est-il besoin de se convaincre encore que la maison commune est en train de prendre feu. La seule issue est de passer de l'inaction à l'action pour sauver l'humanité et en particulier les populations des pays pauvres qui payent le lourd tribut du développement et de l'opulence des pays industrialisés. L'on ne doit pas perdre de vue que la Convention Climat n'est pas un cadre de négociation des prix du baril de pétrole et de la tonne de CO2. Elle est avant tout un cadre de solidarité internationale et de partenariat.

Les pays francophones ont vite perçu l'enjeu de cette solidarité et de ce partenariat, en mettant en place un cadre de concertation s'inscrivant dans la dynamique du processus de négociation. Ils ont compris que malgré leur diversité, certaines valeurs leur sont communes. Aussi, le cadre d'action concertée qui a été élaboré exprime leurs préoccupations dans la mise en œuvre de la Convention. Les domaines visés portent notamment sur : l'intégration des politiques d'atténuation et d'adaptation dans les politiques sectorielles, la préparation et la mise en œuvre des transferts de technologies, la mise en œuvre de projets MDP, la mise en œuvre de projets dans le cadre du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM), du Fond Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et autres financements, l'intégration des changements climatiques dans les programmes de recherche, l'élaboration des PANAs et leur articulation dans les programmes nationaux, la mise en œuvre des PANAs et la prise en compte de l'adaptation.

Loin d'être un chapelet de domaines d'intervention, ce cadre d'action constitue un appel à l'application des accords au titre de la Convention et du Protocole. Elle marque en outre la volonté des pays francophones à contribuer à l'effort collectif.

Le nouveau souffle brésilien

ECO voudrait féliciter les efforts du Brésil, en tant que porte-parole du G77 et de la Chine sur les communications du groupe des pays non-Annexe 1. Certains se souviendront que le Brésil, représentant le G77, a reçu un "fossile" la semaine dernière sur cette question. Nous sommes heureux de voir que les choses ont pris une meilleure tournure, permettant à certains pays et aux ONG de voir que leurs inquiétudes sur l'adaptation et la vulnérabilité ont été prises en compte.

Fossile-du-jour : Inde en vedette

L'hôte de la COP8, l'Inde, a été seule récipiendaire hier du " fossile-du-jour " décerné par les ONG. Ce prix lui a été accordé tout d'abord pour l'absence de référence au protocole de Kyoto dans son brouillon de déclaration de Delhi. L'Inde a aussi refusé d'avancer sur le financement au nom du G77 et de la Chine. Le reproche général jusqu'à présent est son manque de leadership pour faire de COP8 un succès et une avancée concrète.

Etre à la fois l'hôte d'une conférence importante sur le Changement Climatique et être l'un des plus grands pays du monde par sa taille et par la population, implique une certaine responsabilité pour ces négociations. Jusqu'à ce jour, l'Inde a failli à ces espoirs**.**

Avertissement

Les textes de cette édition ne sont pas identiques à ceux de ECO en édition anglaise. Ces deux éditions complémentaires sont l'émanation du Réseau Action Climat (CAN).

Remerciements

ECO version française remercie le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable Français pour son soutien ainsi que le CAN Europe